



HAL
open science

L'armement, un atout national supposé secondaire dans le processus de la globalisation économique libérale

Jean-Paul Hébert, Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jean-Paul Hébert, Jacques Fontanel. L'armement, un atout national supposé secondaire dans le processus de la globalisation économique libérale. Cahiers de l'Espace Europe, 1998. hal-04575339

HAL Id: hal-04575339

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-04575339>

Submitted on 14 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'armement, un atout national supposé secondaire dans le processus de la globalisation économique libérale

Hébert, J-P., Fontanel, J.

Cahiers de l'Espace Europe, 1998

Résumé : Pendant la colonisation, des processus de globalisation partiels étaient mis en place par la force des armes. Aujourd'hui, le développement de la production d'armement met souvent en évidence l'essor des tensions internationales. La globalisation économique ne peut se réaliser sans accord des Etats, et donc dans une réduction significative des tensions entre eux. La diplomatie des organisations internationales se substitue, au moins temporairement, aux conflits armés. Dans ce contexte, le secteur de l'armement est en crise ». Crise d'abord de la demande face à un marché déprimé ; crise de l'identité nationale face au processus de la globalisation qui conduit à envisager toutes les coopérations et tous les échanges économiques possibles ; crise technologique face à un secteur civil plus flexible, moins cher et plus efficace. Cependant, il reste toujours des poches plus ou moins importantes de conflits et des réticences à s'engager dans la voie d'un libre-échange même contrôlé. En outre, depuis la fin de la guerre froide, le processus de la globalisation a plutôt favorisé la prédominance de l'économie et de la culture américaines, accrue par sa domination dans le domaine de l'économie de l'information. Enfin, l'idée selon laquelle la globalisation de la « pax americana » conduirait à la « fin de l'histoire » est une fable tant que les divergences des civilisations, des idéologies et des religions s'inscrivent dans une lutte de pouvoir interne et externe des pouvoirs étatiques, et que les degrés d'acceptation populaire des inégalités sociales et les divergences internationales des intérêts économiques restent aussi contestés dans le monde.

Summary: During colonization, partial globalization processes were implemented by force of arms. Today, the development of arms production often highlights the rise in international tensions. Economic globalization cannot be achieved without agreement between States, and therefore with a significant reduction in tensions between them. The diplomacy of international organizations replaces, at least temporarily, armed conflicts. In this context, the arms sector is in crisis." Crisis first of demand in the face of a depressed market; crisis of national identity in the face of the process of globalization which leads to considering all possible cooperation and economic exchanges; technological crisis facing a more flexible, cheaper and more efficient civil sector. However, there still remain more or less significant pockets of conflict and reluctance to engage in even controlled free trade. Furthermore, since the end of the Cold War, the process of globalization has rather favored the predominance of the American economy and culture, increased by its domination in the field of the information economy. Finally, the idea according to which the globalization of "Pax America" would lead to the "end of history" is a fable as long as the divergences of civilizations, ideologies and religions are part of an internal power struggle and external state powers, and that the degrees of popular acceptance of social inequalities and international divergences of economic interests also remain contested around the world. In this context, armaments remain at least a dissuasive instrument of action for the great powers.

Globalisation, armement, crise de l'industrie d'armement, désarmement, puissance nationale, Pax economica

Globalization, armaments, crisis in the arms industry, disarmament, national power

L'armement a souvent permis aux Etats d'entreprendre la globalisation ou la régionalisation par la force. A la fin de la dernière guerre mondiale, l'URSS estimait que les armes étaient un moyen d'expansion et de défense du communisme dans le monde. Aujourd'hui, le rôle expansionniste de l'armement est réduit, surtout avec la peur du nucléaire et l'ouverture des marchés. La diplomatie des organisations internationales se substitue, au moins temporairement, aux conflits armés et les règles édictées sont garantes de la globalisation (Fontanel, 1995). Depuis la fin de la guerre froide, elle a plutôt favorisé la prédominance de l'économie et de la culture américaines. La puissance des Etats-Unis est si prégnante qu'elle laisse croire aux observateurs que le monde est en paix. Or, dans ce jeu de partage des richesses, il est fréquent que les grandes puissances soient à la fois les joueurs et les arbitres, par organisations internationales interposées. La globalisation est à l'origine de la crise de l'Etat et des industries d'armement en cette fin du XXe siècle. Elle modifie profondément le contenu des économies nationales souvent obligées de se trouver une spécialisation qui accroît une dépendance et une nouvelle forme de précarité. Le secteur de l'armement est alors fortement impacté par cette évolution. Enfin, telle qu'elle se présente aujourd'hui, avec le développement de l'économie de l'information, elle devient un facteur d'américanisation avec le soutien efficace de la force militaire comme support à la superpuissance.

I. La globalisation, une remise en cause du rôle économique des Etats et de l'importance des forces militaires dans les rapports entre les Nations

Aujourd'hui, la liberté des entrepreneurs et la réinvention du gouvernement sont à l'étude dans le sens d'une dérégulation. C'est le discours d'un nouveau fondamentalisme fondé sur les vertus thérapeutiques du marché, lequel devrait assurer à la fois la justice, la liberté et l'efficacité. Pourtant, l'Etat n'a pas disparu de la scène internationale, mais l'idée dominante est à l'Etat minimal. La globalisation et la régionalisation sont moins des états de faits que des pratiques permettant la réorganisation des économies des pays industrialisés en faveur des entreprises les plus internationalisées.

1) L'Organisation mondiale du Commerce (OMC) reconnaît aux gouvernements un droit inaliénable concernant la défense et la sécurité nationales (Fontanel, 1995). L'Etat est responsable de la demande des produits militaires. Ses choix ont des conséquences stratégiques importantes, mais aussi ils structurent le paysage économique de la nation. Les orientations industrielles, les financements de la R&D militaire et

l'exigence constante du secret sont autant de décisions qui appartiennent aux autorités publiques des Nations. Les Etats des grandes puissances ont souvent utilisé le secteur militaire pour mettre en place une politique industrielle. La politique d'import-substitution a cherché à substituer les importations par une production interne (Fontanel, Saraiva, 1986). Supposée économiser des devises rares et promouvoir la fabrication de biens intermédiaires et de consommation durables importés, elle n'a jamais produit les résultats escomptés, du fait du secret de défense et de l'obsolescence accélérée du secteur. En réduisant le potentiel de développement économique, la production nationale d'armement peut aller à l'encontre même de la sécurité d'un pays. La stratégie de développement par les exportations appliquée au secteur militaire est dangereuse lorsque le désarmement rend le marché international des armes asthénique, avec le réveil de concurrents autrefois obsédés par le secret et les grandes stratégies systémiques, à l'exemple de la Russie, héritière du complexe militaro-industriel de l'URSS. Les investissements dans le domaine de la production ou de l'organisation des biens et services nécessaires à la défense nationale ont rendu certains secteurs économiques ou régions fort dépendants des commandes militaires. En Russie, le processus de conversion se heurte à des difficultés économiques considérables, aussi bien du fait d'une part de la perte occasionnée par l'obsolescence ou la faible compétitivité du capital productif rendu obsolète par la force de la concurrence internationale des produits civils (Fontanel, Borissova, Ward, 1995) et d'autre part des questions relatives à la formation des personnels (Skharatan, Fontanel, 1998). L'exportation nécessaire à la réduction des coûts unitaires grâce aux économies d'échelle crée ensuite une dépendance économique. Il y a un déclin du politique qui perd de sa substance, alors même qu'il faudrait le réhabiliter. L'Etat n'est plus le garant de la cohérence sociale, du fait des inégalités et des exclusions croissantes. Pour Douglas North (1989), une administration publique compétente et un bon gouvernement sont des sources d'avantages comparatifs compétitifs pour les Nations. Le manque de légitimité des Etats des pays du Sud et de l'Est constitue une faiblesse incontestable, qui favorise la mise en place de mafias, de milices, de pouvoirs arbitraires. La liberté et la propriété sont le fruit de gouvernements efficaces. Des institutions civiques fortes aident le développement économique.

2) L'Etat keynésien a sans doute poussé l'exercice de l'action de l'Etat un peu loin. L'objectif *satisficing* des théoriciens des organisations a souvent manqué de rigueur (Simon, 1997). L'effet d'éviction à long terme souligne le caractère improductif de l'Etat (Bacon, Eltis, 1978). En supposant que l'emploi du secteur public n'augmente pas la capacité productive du pays et que la compétitivité nationale soit dépendante de l'importance de la

population active dans le secteur productif, l'accroissement du rôle de l'Etat exerce un effet pervers évident, notamment la diminution de la capacité productive et exportatrices nationale. Cette analyse est fondée sur des hypothèses qui ne sont pas toutes vérifiées, comme le caractère improductif de toute activité publique ou le caractère interne des activités publiques qui négligent les potentiels nationaux d'exportation. Les théories de la croissance endogène se proposent de réhabiliter les interventions de l'Etat. Si l'on peut mesurer l'importance des prélèvements obligatoires, il est plus difficile d'en démontrer les avantages. La politique en matière d'armement rentre dans cette logique.

3) La théorie du *public choice* conteste les présupposés économiques de l'intérêt collectif que représente l'Etat. Si la compétition conduit à une situation économique optimale, dans le domaine « politique » elle favorise la constitution de « petits monopoles » du pouvoir. L'action de l'Etat n'est pas porteuse des aspirations et des besoins de la nation. La « privatisation » des pouvoirs publics biaise constamment l'action de l'Etat, sans qu'interviennent les effets de marchés compensateurs, produisant ainsi des situations d'irréversibilités préjudiciables à l'ensemble de la société. Il est donc préférable, autant que possible, de laisser fonctionner normalement les mécanismes régulateurs à long terme du marché, même en ce qui concerne l'armement. Avec la crise de l'armement, la technocratie est fortement contestée. Ce secteur est même l'un des fondements du pouvoir technocratique, lequel légitime le rôle politique de plus en plus exclusif d'une catégorie sociale supposée compétente, mais intéressée d'abord par ses privilèges et ses intérêts de caste. Le technocrate défend un intérêt collectif qu'il définit lui-même, en fonction de ses propres intérêts. Il n'est pas maître des cohérences et son analyse est souvent de courte vue, incapable de concevoir la société de demain qui d'ailleurs n'entre pas dans ses objectifs personnels. La technocratie anémie et pervertit la volonté politique par son caractère à la fois élitiste et unilatéral ? Il refuse les conflits au nom d'une compétence discutable et pour lui la démocratie est une perte de temps, même s'il sait jouer de ses relations pour l'influencer. Il développe alors une stratégie du secret, lequel s'avère trop souvent contre productif et se présente comme un jeu de dupes pour les citoyens.

4) La criminalité internationale et la polarisation sociale représentent aujourd'hui des risques importants, de même que l'insécurité économique produite par un marché à la fois imprévisible et distant. La libéralisation du commerce crée de nouvelles opportunités pour les firmes multinationales américaines sur les marchés émergents et les pays de l'Est. Les marchés de l'armement ont souvent précédé le développement de cette économie

parallèle fondée sur des décisions technocratiques sur fond de commissions occultes importantes. Ils ont été limités par la plupart des entreprises de grands travaux qui nécessitent une relation avec l'Etat ou les autorités publiques. Les effets de la haute délinquance sur le pouvoir de l'Etat et celui du marché sont mal connus, de même que ceux du marché de l'armement. Dans de nombreux pays, les groupements mafieux exercent une influence sur le pouvoir politique, ils se dotent de puissants instruments de contrôle de la société et ils investissent certains marchés, en utilisant des moyens délictueux au regard de la loi. Le crime organisé intervient dans les canaux habituels de la distribution. Les entreprises multinationales sont ingénieuses pour tromper les gouvernements sur l'acquiescement de leur contribution (évasion et optimisations fiscales), en multipliant les comptabilités, les prix de cession internes frauduleux, les fausses factures *offshores*. Un gouvernement ne devrait considérer comme acquise la loyauté d'aucune entreprise, même dans le secteur public de l'armement, car trop souvent tout est une question de prix.

5) Le capitalisme oublie le futur dans ses projets. Il prêche toujours la théologie de la consommation, ce qui est grave en matière d'armement, mais aussi plus généralement sur le devenir de la société et l'épuisement des ressources naturelles (Fontanel, 1979). Dans le nouveau système d'activité de matière grise destinée à l'armement, l'essor de la technologie publique est essentiel. Or, la technologie qui l'emporte est celle qui peut être reçue. Les entreprises estiment ne plus avoir d'obligations à court terme avec leurs forces de travail, contrairement à ce qui existait dans les arsenaux du monde entier dans les décennies précédentes. Le contrat social est rompu et cela ne va pas sans tensions sociales. En perdant le sens des solidarités, les nations perdent aussi le sens de la nécessité d'une défense nationale agréée par l'ensemble des citoyens.

6) Les intérêts commerciaux ont toujours exercé un rôle central dans la politique étrangère des Etats-Unis. Favorable à l'ouverture des marchés extérieurs, Washington est plus réticent à ouvrir son propre marché intérieur. Plusieurs fois, la politique étrangère américaine est venue en soutien des intérêts des entreprises nationales ou des intérêts privés (comme United Fruit en Amérique Latine). Récemment, les trois grandes sociétés de construction automobile (*The Big Three*) ont poussé le gouvernement Clinton au conflit commercial avec le Japon. La Constitution donne au Congrès le contrôle de la politique commerciale internationale, ce qui conduit à un lobbying illimité et constant des firmes américaines. La pression concurrentielle reste toujours forte entre les firmes nationales et les filiales des FMN. Cependant, chaque fois qu'un grand pays estime ses

intérêts nationaux menacés, il tente de contourner les règles fixées par les institutions internationales spécialisées. Pour les Chinois, les règles ne sont que des compromis momentanés. La globalisation complique les liens entre Washington et le monde des affaires national. Le rôle des firmes comme agents de la politique étrangère s'accroît, mais inversement l'Etat est au service des intérêts privés. Se pose alors la question de la définition de la firme américaine, afin de déterminer quelles firmes Washington peut aider ou soutenir. En matière d'armement, l'Etat intervient toujours dans le choix des produits exportés, mais l'influence des industriels est considérable au sein même du Pentagone.

7) Plusieurs raisons peuvent expliquer la prolifération des organisations internationales. Les occasions de conflit sont nombreuses et le péril nucléaire pèse encore sur l'humanité. Les organisations internationales ont pour vocation première de réduire les tensions. En outre, les déséquilibres économiques ne peuvent plus être résolus au simple niveau national. Les bouleversements techniques entraînent une coopération accrue, soit parce que les technologies développent une capacité et une vitesse de l'information qui modifie la perception du temps de décision, soit parce que les coûts de ces techniques sont suffisamment élevés pour conduire à des engagements interétatiques, entre Nations productrices et Nations consommatrices ; l'industrialisation moderne suppose une coopération internationale des normes. Les firmes multinationales conduisent à une perception mondiale de l'économie. Si le secteur privé s'ouvre à la globalisation, les Etats qui ont la charge du développement économique national ne peuvent pas se désintéresser de son action. De ce fait, les négociations internationales deviennent nécessaires entre les pays intéressés, notamment dans le secteur de l'armement.

II. La globalisation, facteur de désintégration des économies et des industries d'armement nationales

Pour Robert Reich (1992), la désintégration des économies nationales est inéluctable, même au prix de l'insécurité et de la menace de la paupérisation des populations les moins intégrées dans le système. Un pays n'est pas une entreprise rappelle Krugman (1994). Cependant, les économies nationales se dissolvent, au moins partiellement, dans la globalisation économique ; la monnaie, la technologie, les usines passent les frontières avec le moins en moins de restrictions. Résister à la globalisation est donc politiquement futile et économiquement indésirable. Le capitalisme est supposé pacifique et producteur de développement économique. La globalisation n'engendre certes pas l'unification ou l'égalité, mais elle améliore à long terme les

conditions de vie de toutes les couches de la société (théorie du ruissellement). Pour Reich, l'efficacité des formes marchandes est incomparable, elle promeut des technologies favorables à l'émergence d'une élite essentielle pour le progrès de la société moderne, tout en restaurant, avec un léger déclin, les revenus de la majorité de la population. La mondialisation qui en résulte s'exprime par un accroissement des échanges, la lutte pour le contrôle des firmes rivales, une explosion des investissements directs à l'étranger (IDE) et un renforcement de la concurrence oligopolistique.

1) Pour les théoriciens libéraux de la globalisation, la guerre disparaît avec l'extension de la démocratie et du développement économique. Quand les produits circulent, les soldats restent dans leurs casernes (Crowe, 1994). Si la globalisation paraît triomphante, elle porte cependant en elle les ferments d'une crise économique mondiale, dont la nature peut devenir systémique. En outre, l'homme du XXI^e siècle va subir le processus d'américanisation, sous l'appellation de la globalisation ; les grandes firmes valideront la primauté de ses intérêts privés sur les intérêts collectifs et les luttes contre les inégalités et la pauvreté ne constitueront plus des objectifs définis par les Etats, au moins à court terme. Les processus de globalisation, « triadisation » et régionalisation sont justifiés sur la base d'un credo libéral dominant (Kuttner, 1997), fondé sur des postulats contestables (rationalité des individus, régulation optimale du marché, éradication progressive de la pauvreté) qui fonctionnent difficilement dans le secteur de l'armement, replié sur le secret, la force et la défense.

Dans ce cas, la globalisation n'implique pas la diffusion de l'innovation dans le monde entier. La régulation du marché, centrée sur les liens sociaux, facilite l'aller-retour entre l'échange économique et l'échange politique démocratique. Mais Marat dénonçait déjà le piège de la Loi Le Chapelier « Qu'aurons nous à gagner à détruire l'aristocratie des nobles si elle est remplacée par l'aristocratie des riches ». Le capitalisme développe l'aspiration consumériste sans fin même en matière d'armement. Les producteurs cherchent à produire et à trouver des clients, même au prix des conflits armés. L'analyse économique moderne semble toujours omettre ces rapports de pouvoir qui s'expriment dans les domaines politiques, stratégiques et culturels, et qui transforment profondément les conditions économiques du fonctionnement des marchés. Or, malgré les nombreuses théories annonçant leur déclin, les Etats-Unis dominant incontestablement ce processus. Si Washington n'a pas toutes les clés de la gestion du processus de la globalisation, il dispose d'instruments suffisamment puissants pour en modifier, à son profit, la mise en place concrète des règlements. L'armement

constitue un facteur important de la puissance américaine, mais il n'est cependant pas suffisant pour contraindre les peuples à lui obéir. Le « *soft power* » de la globalisation est sans doute plus efficace.

2) Les analyses libérales confondent souvent la triadisation et la mondialisation. Plus des quatre cinquièmes du commerce mondial sont réalisés par les pays de la Triade. La mondialisation des normes et des actions économiques est adressée en priorité à leurs membres. La globalisation n'est pas synonyme de croissance généralisée et solidaire d'une économie mondiale pacifiée. Il n'y a pas homogénéisation, mais plutôt spécialisation, chimie et équipements professionnels pour l'Allemagne, électronique grand public pour le Japon, armement, services financiers et économie de l'information pour les Etats-Unis. Les négociations entre les Etats-Unis et l'Europe pour l'ouverture des marchés sont bien connues, et le secteur de l'armement pourrait être rapidement concernés au profit des Etats-Unis. Comme la loi américaine permet toujours de protéger les technologies qui ont une implication directe sur la défense nationale, un processus de globalisation non maîtrisé conduit à une « américanisation » du secteur de l'armement. Washington a d'ailleurs toujours préféré l'américanisation à la mondialisation, notamment dans le domaine des équipements militaires, via l'OTAN.

3) On assiste à un processus de régionalisation, alors même que l'on met en place des citadelles économiques contradictoires avec l'idée du marché mondial (Union européenne, NAFTA, ASEAN, MERCOSUR, etc.). La question est de savoir si la régionalisation est plus qu'une étape pédagogique » vers le marché généralisé. Cette hypothèse est contestable. Viner (1950) analyse l'intérêt, en termes de bien-être, des unions douanières par rapport à la situation d'un libre-échange universel. Il met ainsi en évidence cinq cas, dans une analyse à deux pays et à un seul produit A.

- Si les deux pays ne produisent pas le bien, leur union n'a d'effet ni sur la production, ni sur l'échange du bien considéré.

- Si les deux pays sont les meilleurs producteurs du monde de ce bien, il n'existe aucun effet de détournement de commerce, mais plutôt un effet de création de commerce en faveur du pays le plus efficient de l'union bilatérale.

- Si l'union supprime un droit prohibitif entre deux pays produisant le même bien, elle produit un effet de « création de commerce » certes intéressant, mais moins important que celui qui pourrait résulter d'un libre-échange généralisé.

- Si les deux pays produisent le bien, dans des conditions économiques inférieures à celles du reste du monde, l'union est désavantageuse, en créant

un effet de détournement de commercer. Dans ce cas, la spécialisation se réalise en l'absence de critères d'efficience.

- Si un seul pays de l'union produit le bien de manière inefficente, une protection économique conduit à un effet de détournement de l'échange très dommageable pour les deux économies.

Dans ce contexte, l'union régionale n'est pas toujours, en tous temps et en tous lieux, efficiente. Son intérêt est d'autant plus élevé qu'elle supprime des droits de douane prohibitif, que le nombre de partenaires est important et que les économies des membres soient suffisamment semblables pour engager une restructuration des économies nationales à la suite du processus d'intégration. Buzelay (1996) aboutit aux conclusions suivantes :

- Un pays qui n'est pas soumis à la concurrence internationale a intérêt à créer une union douanière avec un pays qui y est soumis ;

- Un pays protectionniste qui s'allie à un pays qui ne protège pas le « bien considéré » opère un détournement de commerce ;

- Les unions régionales qui entre économies substituables sont plus adaptées à l'intégration que les économies nationales complémentaires.

Ces règles s'appliquent aussi dans le domaine des équipements militaires. Les accords de production d'armement ont montré que plus les pays avaient des développements économiques et technologiques comparables et plus ces ententes étaient à la fois réalisables et efficaces. Autrement dit, l'Union européenne est un optimum de second rang, pas nécessairement compatible avec le processus de globalisation, ce qui est vérifié dans le secteur militaire dans lequel certains achats d'armes américaines se heurtent aux intérêts des producteurs européens pourtant moins efficaces. La préférence pour cette situation économiquement sous-optimale pour les producteurs d'armements américains est fondée cependant sur l'indépendance et la sécurité spécifique que peuvent revendiquer les pays européens. Les fameux « avantages comparatifs » se heurtent alors à la notion de sécurité dans le domaine de l'armement. La régionalisation répond aux besoins de marchés suffisamment larges, en évitant les inconvénients de la concurrence mondialisée. Il est d'ailleurs possible que la concurrence internationale n'ait de d'intérêt, voire de sens, qu'au sein d'un espace économique et politique homogène.

III. La globalisation, facteur d'américanisation, avec le soutien efficace de l'industrie d'armement

Pour Reich, les Etats-Unis sont la patrie de la tolérance et de la loyauté, la globalisation sera américaine ou elle ne sera pas. La maîtrise de l'information par les Etats-Unis lui permet de vendre ses technologies, ses standards et sa culture. La stratégie national d'information est une condition de la

puissance, au même titre que l'industrie ou l'armée. Ces nouvelles technologies de l'information créent une nouvelle vision de la politique étrangère, en faveur de l'économie libérale et de la démocratie. Les FMN américaines sont en bonne position pour gérer ce secteur d'activité essentiel au monde d'aujourd'hui et de demain, ce qui devrait permettre à Washington de consolider son leadership sur les affaires du monde, en utilisant aussi le poids des organisations internationales qui lui sont globalement dévouées.

1) Dans leur histoire, les Etats-Unis ont donné l'impression de promouvoir le libre-échange et la paix. Or, cette attitude n'a pas toujours été vérifiée dans les faits, loin s'en faut. Pendant la guerre de Sécession, Abraham Lincoln défendait les intérêts de la puissance industrielle et financière du Nord-Est fortement protectionniste contre le Sud producteur agricole favorable au libre-échange. De fait, selon Robert W. Fogel (1994), les conditions de vie des esclaves américains étaient meilleures que celles des ouvriers du Nord, du fait d'une meilleure nourriture et un travail moins dense, un système d'emploi à vie (malgré la perte de liberté et le fouet). Cette guerre fut le témoin d'un formidable développement industriel sauvage, dans une recherche constante de compétition et de monopole. L'économie américaine a incontestablement bénéficié des conflits et de la production militaire. Le complexe militaro-industriel a pris son essor en 1930 en Californie autour des grands industriels de l'armement : il fut soutenu par les libéraux et les intellectuels dans la lutte contre les fascismes, le Japon et le communisme. Pour conserver une grande partie du potentiel industriel de l'armement, la politique de la « diabolisation de l'ennemi » a été adoptée. Avec les exportations d'armes qui permettaient de vendre la culture américaine, les USA se servirent du secteur militaire pour élargir leur zone d'influence stratégique, politique, morale et idéologique. Enfin, les Etats-Unis se sont découverts une vocation à la puissance et à l'universalisme. En 1933, Ludwell Denny affirmait déjà que « les Américains ne doutent de rien. Ils sont sûrs d'être le peuple élu. Nous appelons notre pays God's country, le pays de Dieu ? Les affaires sont pour nous comme une religion dont nos dirigeants sont les prêtres... Nous avons été une colonie de l'Angleterre. Elle sera bientôt notre colonie. Non pas en nom, mais en fait... Nous exploitons ceux qui sont moins riches que nous... Nous ne commettrons pas la faute de l'Angleterre. Trop sages pour essayer de gouverner le monde, nous nous contenterons de le posséder... Nos armes sont l'argent et les machines. Notre matérialisme vaut le leur. C'est pourquoi notre triomphe est si facile et si inévitable. » Les idées de l'universalisme du marché et d'égalité entre les Nations appartiennent au langage commun des USA, mais pas dans les esprits. D'ailleurs, la puissance militaire américaine a toujours été dominante depuis le début du siècle, malgré des aventures militaires qui n'ont pas produit les effets triomphaux escomptés.

2) Pour Bill Clinton, chaque nation est comme une grande entreprise en compétition sur le marché mondial. La sécurité d'un pays dépend donc de la puissance économique comparée. Les géoéconomistes pressent les Etats à formuler des politiques économiques et sociales dans un cadre mondialisé, afin de fonder leur puissance et leur « welfare ». La globalisation souhaitée est loin de la réalité. Il ne s'agit pas de définir des avantages communs issus de l'échange, mais d'obtenir des avantages différenciés conditionnant le niveau de vie des citoyens. Pour Paul Krugman (1996), l'analogie d'un pays avec une entreprise est inadéquate. L'économie américaine n'est pas le conglomérat ultime qui regrouperait l'ensemble des activités économiques nationales, car elle ne dispose pas d'une stratégie adaptée imposée à chaque composante et pilotée de la Maison Blanche à Washington. En revanche, si l'idée de la compétition entre les Etats est excitante, elle rappelle aussi l'émergence des valeurs conflictuelles développées par les guerres. Or, l'obsession croissante de la compétitivité n'est pas justifiée (Krugman, 1994), car l'Etat ne peut pas gaspiller des ressources pour renforcer la compétitivité et il succombe alors au protectionnisme et aux guerres commerciales. La recherche des rapports de puissance économique des Etats est inadéquate, elle biaise les politiques domestiques et elle menace l'ensemble du système économique international. Le marché international de compétition ne produit pas un jeu à somme nulle. Si pour Krugman, il n'y a pas de compétition directe entre les pays, malgré les rivalités de statut et de pouvoir, il n'en va pas de même pour la Maison Blanche. Bill Clinton propose une réduction du déficit fédéral, il préfère alors jouer avec la fibre patriotique, en désignant le marché mondial comme une menace pour les emplois des jeunes. Il convient alors d'engager une stratégie ciblée vers l'extérieur, même si les Etats-Unis restent quasiment indépendants pour la plupart des produits nécessaires à la production nationale. Même Robert Reich (1991) s'est fait l'avocat d'une politique industrielle et commerciale américaine. Pour lui, le niveau de vie ne peut augmenter que si le capital et le travail vont de plus en plus vers les industries à haute valeur ajoutée par travailleur et si on maintient la position du pays à un niveau supérieur à celui de ses concurrents. L'industrie d'armement est une condition nécessaire, mais de moins en moins suffisante pour définir la puissance d'un Etat.

3) L'effondrement de l'URSS a renforcé la détermination de Bill Clinton à réaffirmer la supériorité de l'idéologie du libre-échange. Cependant, le gouvernement américain transforme sa géostratégie (pour l'instant inefficace du fait même de l'absence d'un adversaire significatif en opposition à sa puissance, notamment systémique) en une géoéconomie. La guerre froide a conduit à la fin du socialisme, avec les militaires et les stratèges comme architectes. La nouvelle doctrine repose sur une sécurité nationale fondée sur l'élargissement de la communauté des démocraties de marché, les Etats-Unis étant le pays

indispensable à la mise en œuvre de relations politiques stables et au libre commerce. Les Etats-Unis conservent la principale responsabilité de répondre, de manière sélective aux dangers qui menacent les intérêts nationaux, mais aussi ceux des alliés, pour éviter la déstabilisation des relations internationales. Les considérations commerciales exercent un rôle fondamental dans la politique étrangère américaine. Les milieux d'affaires américains doivent faire la paix sur la question de l'usage des contrôles unilatéraux à l'exportation pour des raisons de politique étrangère. Bill Clinton a réduit le nombre de produits sujets au contrôle de l'Etat, notamment dans les domaines des télécommunications et de l'informatique. Les principes sont les suivants. D'abord, quand l'Amérique n'a pas le monopole, les sanctions pénalisent les entreprises américaines et il faut alors négocier des sanctions multilatérales. Ensuite, il faut définir une meilleure compréhension des interactions entre les intérêts commerciaux et les droits de l'homme, étant entendu que les sanctions unilatérales désavantagent les entreprises américaines. En outre, les milieux d'affaire et l'administration américaine doivent se concerter, afin de travailler de concert sur l'opinion publique et le Congrès sur les questions de diplomatie et former les Américains à représenter les intérêts commerciaux nationaux à l'étranger. Enfin, l'Etat doit indiquer clairement quand les intérêts des firmes s'opposent aux intérêts fondamentaux de la Nation américaine.

4) Le concept de défense n'est pas limité au seul secteur de l'armement, il inclut les dimensions technologiques. Malgré l'idée de leur déclin, jamais les Etats-Unis n'ont été aussi puissants, car ils conduisent la planète dans l'âge de l'information (Guellec, 1997). Pour Al Gore, l'économie classique repose sur l'allocation optimale des facteurs de production rares, le travail et le capital. L'économie du futur repose sur un facteur immatériel en quantité presque illimitée, l'information. Les autoroutes de l'information sont nées. Elles vont informer, divertir, éduquer, promouvoir la démocratie, sauver des vies, créer des emplois, améliorer la productivité et la compétitivité, mais aussi constituer un instrument de puissance capable de concurrencer et dépasser la force militaire. Le gouvernement américain propose la globalisation de la National Information Infrastructure (NII), afin de façonner un nouvel ordre mondial, véritable clé de la croissance et de la puissance. L'économie américaine assure ainsi sa mutation. Les entreprises investissent massivement dans les technologies de 'information et les standards et références de cette industrie sont principalement américains. Les Etats-Unis ont réalisé 60 % de recherche supplémentaire dans ce secteur par rapport aux Européens et presque le double du Japon. Les flux d'information et les transactions financières vont redéfinir les relations internationales. Ils annoncent un système interdépendant comportant des variables transnationales, nationales et locales, avec des sous-systèmes d'unités aux fonctions parfois différentes mais concurrentielles. Washington souhaite maintenir son hégémonie mondiale, la direction spirituelle et idéologique de la planète, notamment avec la pop-culture. Avec la télévision et le cinéma, on atteint les peuples plutôt que les

gouvernements. Plus de la moitié des exportations et importations américaines transnationales ne sont de fait que des transferts internes nécessaires à l'activité de ces entreprises.

5) Pour Daguzan (1997), libérés de la guerre froide, les Etats-Unis se sont engagés dans la guerre économique non déclarée. Le primat de l'économie dans les nouvelles relations commerciales est affirmé. L'économie américaine bénéficie d'une avance technologique et conceptuelle croissante dans les industries du futur (aéronautique, télécommunications, espace, infosphère, intelligence artificielle) et elle n'a cessé de renforcer son pouvoir d'influence sur les règles du jeu internationales ? La loi américaine est devenue universelle, les normes techniques s'en inspirant sous l'influence de leurs négociateurs. Le gouvernement américain exerce d'abord une influence décisive sur les organisations internationales les plus puissantes, comme le FMI, la Banque mondiale ou l'OMC. Ensuite, Washington développe ouvertement ses services de l'intelligence économique, depuis que le Directeur de la CIA a affirmé la fin de la domination américaine sur les ordinateurs à usage militaire, les semi-conducteurs pour armes intelligentes et les télécommunications. La CIA cherche à s'approprier les secrets industriels étrangers et les services de « contre intelligence » (counterintelligence) sont dorénavant directement concernés par les activités commerciales et industrielles.

6) Le système américain de chasse aux contrats internationaux (*Advocacy Policy*) repose sur l'*Advocacy Center* (ou *war room*) créé au *Department of Commerce* en 1993. Son rôle n'est pas de diriger les manœuvres de vente, mais plutôt de faciliter l'avènement des opérations commerciales et industrielles en aplanissant les problèmes administratifs et en apportant des soutiens d'information et d'opérations. Il coordonne les moyens d'appui du gouvernement (financement, expertises géopolitiques, coordination des Ministères). Il se sert de l'*Advocacy Network*, lequel réunit les compétences des acteurs politico-administratifs, lesquelles font remonter toute l'information utile pour le système économique américain. Le système est interactif. Les ambassades et consulats épiluchent les appels d'offre et sont à l'écoute des desideratas des demandeurs. Ce système a permis notamment le choix du marché Sivam de couverture radar de l'Amazonie par Raytheon au détriment de Thomson. En outre, la principale responsabilité de l'Etat est de déterminer si les intérêts des compagnies et des travailleurs américains reçoivent un traitement loyal (ce qui suppose la lutte contre la corruption) et si des barrières inévitables à la compétition ont été installées. Cette diplomatie recherche l'effet immédiat. Elle s'accompagne d'une démarche coercitive par l'intimidation (lois Helms-Burton et d'Amato-Kennedy contre les Etats parias et les Etats qui travaillent avec ces Etats parias), faisant du droit américain un appendice important du droit international. Sur le Japon, par exemple, elle exerce aussi une pression concernant la réévaluation du yen, la négociation féroce sur les échanges technologiques sectoriels, l'ouverture du

marché japonais, l'orientation sélective des investissements japonais aux Etats-Unis.

7) Il existe une inconnue, la Chine et ses 1,2 milliards de consommateurs potentiels, mais aussi de producteurs. Washington souhaite l'ouverture des frontières de ce grand pays, notamment pour à la fois satisfaire 1,2 milliards de consommateurs, mais aussi pour faire valoir l'intérêt, pour chaque citoyen chinois, de la société de consommation dominée par les Etats-Unis. Cependant, il s'agit aussi d'un pari qui, sur le long terme, peut aussi ouvrir la voie à une Chine redevenue grande puissance mondiale, malgré les risques que son système de gouvernance aussi dictatorial fait peser sur son potentiel économique et social. La Triade pourrait bien perdre de son importance stratégique sur l'économie mondiale, compte tenu de la puissance économique potentielle de l'Empire du Milieu, avec des capacités scientifiques croissantes, un coût de la main d'œuvre faible, sa capacité à exporter et à conduire une politique économique centralisée tournée aujourd'hui vers le développement économique par la conquête des marchés internationaux.

8) L'Amérique n'est pas seulement une grande puissance, c'est aussi une civilisation, une manière de vivre, une conception particulière de la vie matérielle. La globalisation en soi n'existe pas ; c'est un leurre pour appuyer le fil directeur de Washington de refaire la mappemonde à son image. L'économie-monde est un processus de création continue d'inégalités. Pour Brzezinski (1971), l'impératif technologique commande le réaménagement politique de la planète, la société américaine étant analysée comme la première société globale de l'histoire. Ses techniques sont universelles, c'est un modèle global de modernité sans être un impérialisme. L'avenir n'est pas dans les canons, mais aux réseaux et à la fin des idéologies. L'avènement de la société post-industrielle, fondée sur l'industrie de l'information, va modifier les institutions héritées de la révolution industrielle. La fin de l'histoire de Fukuyama (1989) conduit le politique à se dissoudre dans la culture médiatique globale. C'est une conception de la société de consommation, comme société de transparence.

Pendant longtemps, le capitalisme a eu une identité fondée sur la peur du communisme. Privé de son adversaire séculaire, le capitalisme n'a plus d'âme et la démocratie n'est plus une idéologie unificatrice. Tout le monde, toutes les entités suivent leur propre intérêt. Dans ce contexte, le secteur de l'armement est en crise ». Crise d'abord de la demande face à un marché déprime ; crise de l'identité nationale face au processus de la globalisation qui conduit à envisager toutes les coopérations et tous les échanges économiques possibles ; crise technologique face à un secteur civil plus flexible, moins cher et plus efficace.

Enfin, l'idée selon laquelle la globalisation de la « pax america » conduirait à la « fin de l'histoire » est une fable tant que les divergences des civilisations,

des idéologies et des religions s'inscrivent dans une lutte de pouvoir interne et externe des pouvoirs étatiques, et que les degrés d'acceptation populaire des inégalités sociales et les divergences internationales des intérêts économiques restent aussi contestés dans le monde. La guerre n'est pas le souci principal des sociétés d'aujourd'hui, mais elle reste une menace récurrente. Si l'armement est une activité économique, c'est aussi une réponse à une demande de sécurité, de protection et de défense. Rejeter ce secteur particulier dans le respect de la seule contrainte économique, c'est croire que le développement économique, malgré les inégalités qu'il provoque est un facteur de paix. Or, l'histoire a toujours démenti une telle hypothèse.

Bibliographie

- Aben, J., Fontanel, J. (1990), Economie de la défense, *Ares "Défense et sécurité 1990/4*, Grenoble.
- Aganbeguyan, A., Fontanel, J. (1994), Un monde en transition. Les exemples de la Russie et de l'industrie d'armement, *Cahiers de l'Espace Europe*, n°5, Grenoble, mars 1994
- Bacon, R., Eltis, W. (1978), Growth, government and welfare, *Journal of Comparative Economics*, 2(1), March.
- Barre, R., Fontanel, J. (1991), *Principes de politique économique*, Collection "L'Economie en Plus", Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble
- Bélanger, Y. (1998), Secteur privé et gestion du domaine de la défense en Amérique du Nord : la dynamique créée suite à la fin de la guerre froide. *Stratégie & Armement, Cahiers d'Etudes Stratégiques*, EHESS, Paris.
- Boyer, R. (1995), *Mondialisation au-delà des mythes*, La Découverte, Paris.
- Brzezinski, Z. (1971), *La révolution technétronique*, Calmann Levy. Paris
- Buzelay, A. (1996), *Intégration et désintégration européenne*, Economica, Paris.
- Cars, H.C. and Fontanel, J., 1987. Military expenditure comparisons. In *Peace, defence and economic analysis* (pp. 250-265). Palgrave Macmillan, London.
- Chatterji, M., Fontanel, J., Hattori, A. (1996), *Arms spending, development and security*, Ashing Publishing House, New Delhi.
- Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, JF (1981), *Le désarmement pour le développement*. Fondation pour les Etudes de Défense Nationale, 19, 173.
- Crowe, W. (1994), Address to American Chamber of Commerce, *Notes in Economic Affairs*, United States Information, September.
- Daguzan, J.F. (1997), Les Etats-Unis à la recherche de la supériorité économique, *Revue française de géoéconomie*, n°2.
- Denny, L. (1933), *L'Amérique conquiert l'Angleterre*, NRF, Paris.
- DiRuzza, R., Fontanel, J. (1995), Dix débats de l'économie politique, ECO +, PUG, Grenoble,
- Fontanel, J. (1979), *Ecologie, économie et plurigestion*, Ed. Entente. Paris.
- Fontanel, J. (1983), *L'économie des armes*. La Découverte.
- Fontanel, J. (1985), Introduction à l'effort économique de défense, *Arès, Défense et Sécurité*, Grenoble, Lyon.
- Fontanel, J., Saraiva JD, (1986) Les Industries d'armement comme vecteurs du développement économique des pays du Tiers-Monde, *Etudes polémologiques*.

- Fontanel, J., Smith, R. (1991), "A European Defence Union ?" *Economic Policy* N° 13, October
- Fontanel, J. Bensahel, L. (1992) *La guerre économique, Arès, Défense et Sécurité.*
- Fontanel, J., Tinbergen, J (1993), *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- Fontanel, J. (1994), *La conversion économique du secteur militaire*, Economica, Paris.
- Fontanel, J., Ward, M. (1994), Les exportations d'armes et la croissance économique, *Arès, Défense et Sécurité*, avril.
- Fontanel, J., Borissova, I., Ward, M. (1995) The principles of arms conversion in the case of Russia, *Defence and Peace Economics* 6(3)
- Fontanel, J. (1995), *Les dépenses militaires et le désarmement*, PubliSud, Paris
- Fontanel, J. (1995), *Organisations économiques internationales*, Masson..
- Fontanel, J., Hébert JP. (1997) The end of the "French grandeur policy", *Defence and Peace Economics* 8(1)
- Fontanel, J., Coulomb, F. (1998), Le succès de la conversion des industries d'armement, condition nécessaire de la réussite de la transition, in « *L'avenir de l'économie russe en question* », PUG, Presses Universitaires de Grenoble.
- Fontanel, J. (1998), L'industrie d'armement dans le processus de la mondialisation, in *Stratégie & armement*, Europe
- Fontanel, J., Gaidar, I. (1998) L'avenir de l'économie russe en question, Presses Universitaires de Grenoble
- Fukuyama, F. (1989), The end of history, *The Public Interest*, Washington.
- Gansler, J.S. (1997), Restructurations industrielles de défense et ambitions géoéconomiques, *Revue française de géoéconomie*, n°2.
- Guellec, J. (1997), Technologies et l'information et « infosphère. Le nouveau défini américain. *Revue française de géoéconomie*, n°2.
- Hébert, J-P. (1991), *Stratégie française et industrie d'armement*, Documentation Française.
- Hébert, J-P.? (1995) *Production d'armement: Mutation du système français*. Documentation Française.
- Hébert, J-P. (1998), *Les exportations d'armement*, La Documentation française, Paris.
- Hébert, J-P. (1998), Transformation du rôle de l'Etat dans le système français de production d'armement: le problème du contrôle. *Stratégie & Armement, Cahiers d'Etudes Stratégiques*, EHESS, Paris.
- Krugman, P. (1994), A country is not a company, *Harvard Business Review*, Jan-Feb
- Kuttner, R. (1997), The limits of markets, *The American Prospect*, March.
- Martin, S., Smith, R., Fontanel, J. (1987), Time-series estimates of the macroeconomic impact of Defence spending in France and Britain. *Peace, Defence and Economic Analysis*, Mac Millan, London, 1987 (20 pages).
- North, D. (1989) *Institutions and economic growth: An historical introduction*, Elsevier.
- Ohmae, K. (1995), The end of the Nation-State, *The Free Press*, New York.
- Reich, R. (1991), *We need a Strategic Trade Policy*, *Challenge*, July-August.
- Reich, R. (1992), *The Work of Nations*, Vintage Books, New York.
- Serfati, C. (1993), L'emprise coûteuse des technologies militaires sur l'économie, *Mondes en développement*, n°83.
- Serfati, C. (1996), *Les industries européennes d'armement: de la coopération à l'intégration*, La Documentation Française.
- Simon, H.A. (1997), *Models of bounded rationality: Empirically grounded economic reason (Vol. 3)*, Cambridge, MA: The MIT Press.

Skharatan, O., Fontanel, J. (1998), Conversion and personnel in the Russian Military-Industrial Complex, *Defense and Peace economics*, Vol. 9.

Smith, R., Humm, A., Fontanel, J. (1985), The Economics of Exporting Arms, *Journal of Peace Research*, 2(3).

Smith, R., Humm, A., Fontanel, J. (1986) Managing the Cost of Defence. A comparison of the British and French Experience. *Public Money* , Vol. 5 ; N° 4, March 1986

Smith, R., Humm, A., Fontanel, J. (1987), Capital labour substitution in defence provision, *Defence Security and Development*, London.

Viner, J. (1950) *The Customs Union Issues*, Carnegie Endowment for international Peace, New York.